

Désordre généralisé

mardi 15 novembre 2022, par [Jacques COTTA](#)

La situation politique s'aggrave partout, et dans tous les domaines. De Paris à Moscou en passant par Kiev et quelques autres capitales, le chaos menace.

En France, la politique de Macron est d'autant plus agressive qu'elle s'applique dans un contexte de décomposition politique et morale accélérée.

Le Président de la république annonce notamment l'offensive promise de longue date sur les retraites, et au nom d'une crise des vocations pour faire le sale boulot sous-payé, une loi visant à favoriser l'immigration est déjà annoncée. Elle doit constituer, avec l'assentiment béat d'une gauche décérébrée, une armée de réserve supplémentaire, permettant de ne pas augmenter les salaires et surtout de revenir, au nom de l'emploi, sur ce qui demeure de règles sociales gagnées de longues luttes par les générations antérieures.

En même temps le régime et son personnel apparaissent vérolés, regroupant plus que jamais les copains et les coquins prompts à s'en mettre plein les poches, autant que cela leur est encore possible, tant qu'il est encore temps. Après l'affaire emblématique du secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, voilà la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, déjà célèbre pour avoir conseillé de s'enrichir en bourse en pleine crise financière, qui est prise la main de son père et de ses enfants dans un sac financier basé dans les paradis fiscaux. Il paraît qu'il n'y a à cela "rien d'illégal." Mais politiquement et moralement, cette réalité devrait être dévastatrice si l'opinion publique était saisie, si la presse jouait encore, un peu seulement, le rôle d'information qui lui est normalement dévolu.

A gauche les militants, comme si de rien n'était, en appellent à renforcer les rangs de la NUPES, de la FI ou autres, pour ouvrir une alternative au pouvoir macronien ultra minoritaire. Mais l'appel est voué à l'échec. Les français ont une mémoire et savent pertinemment les responsabilités historiques de la situation qu'ils subissent, et qui ôte toute crédibilité aux opposants de circonstance. Et pourtant, ce n'est pas parce que "la gauche" ne convient pas qu'il faudrait se résigner face à un pouvoir dont les jours sont comptés. L'inflation, la vie impossible, la crise unique que connaissent nos services publics, la lutte des classes, demeurent les ferments d'un mécontentement qui à défaut de débouché électoral cherchera les voies traditionnelles du mouvement ouvrier pour s'exprimer.

Macron ultra minoritaire, est détesté comme aucun de ses prédécesseurs. Et pourtant, Macron et les siens au pouvoir, tirent avantage de leur position au mépris de toute morale. Nous vivons un **paradoxe politique** qui trouvera inévitablement un peu plus tôt, un peu plus tard, une solution.

Sur le plan international, la situation est aussi d'une extrême gravité.

L'Union européenne se montre incapable, comme cela était prévisible, de donner le change face à une crise qu'elle ne fait qu'amplifier, notamment sur le plan financier et énergétique. L'Ukraine est mise en avant autant que faire se peut pour tenter d'éviter les sujets, au risque de voir le cataclysme final se déclencher.

Des positions symétriques, qui visent d'un côté à condamner les russes et leurs exactions, qui de l'autre visent à dénoncer l'impérialisme américain et l'occident dans son soutien au régime de Zelinski, gomme l'essentiel. Nul ne sait ce qui se passe exactement sur le terrain. La propagande va bon train, et la désinformation comme arme de guerre est décuplée de tout côté. La dernière rencontre entre Biden et le dirigeant chinois Xi Jinping est un modèle du genre. Discussion fructueuses nous dit-on d'abord, avant qu'on apprenne que « pour le moment les chinois ne visent pas Taiwan » (on appréciera le « pour le moment ») et que sur le fond « ils ne se sont engagés à rien du tout, sinon à déplorer l'éventuel usage de

l'arme atomique ». Voilà qui rend optimiste Biden, ce qui illustre assez bien la maîtrise de la situation du chef de la maison blanche.

Ce qui demeure est la tragédie que subissent les peuples partout, et la nécessité d'imposer la paix, et pour cela des discussions sur des bases négociables. Evidemment la légitimation de l'invasion russe ne saurait être acceptée par les ukrainiens, pas plus d'ailleurs par la communauté internationale. Mais en même temps, oublier les agressions dont ont été victimes les russophones, notamment dans le Dombass de la part des ukrainiens, à l'origine de l'agression russe, ne saurait être acceptable, au risque de voir demain se reproduire une situation cataclysmique, en pire. Comme ne pourrait être concevable pour qui désire le retour à la paix, de voir l'influence des américains et de l'OTAN s'élargir encore à l'Est, à l'ombre du drame ukrainien.

Dans ce contexte toute solution est liée à la mobilisation de forces sociales. Et la mobilisation exige des buts clairement affirmés, un programme clair et saisissable. Tel ne devrait-il pas être l'enjeu de toute réflexion ?

Jacques Cotta

Le 15 novembre 2022